



Un nouveau Drang nach Osten ? La France face à la menace des corps francs allemands dans les pays baltes, 1919

Julien Gueslin

► To cite this version:

Julien Gueslin. Un nouveau Drang nach Osten ? La France face à la menace des corps francs allemands dans les pays baltes, 1919 . Revue internationale d'histoire militaire, 2003, 83. hal-01405399

HAL Id: hal-01405399

<https://hal.science/hal-01405399>

Submitted on 29 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Un nouveau Drang nach Osten ?

La France face à la menace des coprs francs allemands dans les pays baltiques (1919):

Julien Gueslin

A la fin de 1918 , face à la débâcle allemande¹, les forces bolcheviques avaient conquis une grande partie des provinces Baltiques et en particulier la Livonie et une partie de la Courlande (deux des trois provinces de la future Lettonie). Riga était tombé et les armées rouges avaient cru pouvoir atteindre le littoral baltique (en particulier le grand port de Libau (auj Liepaja). Mais en mars 1919, la contre-offensive allemande contre les forces bolcheviques est couronnée de succès: Von der Goltz, le nouveau gouverneur allemand, réorganise ses troupes et commence à mettre en oeuvre un plan, qui veut faire des pays baltes un tremplin pour une future revanche contre l'Entente (en s'appuyant sur une Russie, qu'on aurait débarrassé du bolchevisme). Le 16 avril, un coup d'État ,menée par les "barons baltes" (soutenus par les troupes allemandes) veut mettre fin aux efforts d'organisation du jeune gouvernement letton (condamné, faute d'armée, à cohabiter avec les troupes allemandes). En se servant des barons baltes puis des Russes réactionnaires, Goltz veut empêcher l'affirmation d'États baltes germanophobes: les Alliés seraient alors conduits à ordonner une évacuation allemande. En ce début de 1919, la France ne semble pas accorder beaucoup d'intérêt à ce péril: elle s'associe aux ultimum et laisse les Anglais s'occuper des questions d'armement . Fin 1919, la flotte française tire sur les forces russo-baltes et une commission, dirigée par le général Niessel, surveille attentivement l'évacuation des forces baltes. Quelles sont les raisons de cette évolution? Face aux Allemands, qui multiplient les échappatoires, on sent peu à peu sourdre les craintes françaises et la volonté de s'appuyer sur les éléments baltes. Mais ne s'intéressent t'on pas toujours plus au maintien d'un cordon sanitaire efficace qu'au soutien des nationalités? Auparavant les forces allemandes avaient été utilisés tactiquement contre les bolcheviks. Maintenant c'est justement leur départ, qui éviterait un affaiblissement du front antibolchevique. De plus ne voulait on pas éviter à tout prix la naissance d'une Russie germanophile? En ce sens, les Baltes, malgré leurs velléités séparatistes devenaient progressivement ce "bras armé" nécessaire à une puissance, ne voulant à aucun prix s'engager directement dans la lutte contre le bolchevisme.

¹ Suite aux offensives de 1915 (conquête de la Lituanie, Courlande) puis de 1917-8 (conquête de Riga puis de la Livonie et de l'Estonie), l'Allemagne s'était rendu maître du Baltikum, ce que le traité de Brest-Litovsk (mars 1918) avait consacré.

I/La renaissance d'un danger allemand: les premières réactions françaises:²

Fin mars 1919, les troupes allemandes avaient mis définitivement fin aux rêves bolcheviques de conquête des pays baltes. Encerclés de toute part, le gouvernement soviétique ne pouvait plus se permettre d'envoyer des renforts et consacrait l'essentiel de ses moyens à la lutte contre Koltchak et Denikine. L'enrôlement forcé de populations se révélait un échec, vu le peu d'entrain des recrues à combattre pour un régime, qu'ils ne soutenaient plus. D'autre part le commandement allemand (Oberkommando) décidait de défendre la Prusse-Orientale en défendant la ligne Libau-Kowno. Le général Von der Goltz (il venait de jouer un grand rôle dans la lutte contre les forces bolcheviques en Finlande) était dans ce but nommé chef des armées allemandes. Il épurait alors l'armée de ses éléments spartakistes: les conseils de soldats, qui avaient plus ou moins négocié avec les bolcheviques pour une évacuation organisée, voire en leur laissant des armes, étaient liquidés. D'autre part le gouvernement allemand avait autorisé l'envoi de volontaires, qui vinrent étoffer la Brigade (puis Division) de Fer, à l'origine lors de l'évacuation allemande simple troupe de couverture. Enfin Goltz étendait son autorité à la Landeswehr, l'unité des Baltes allemands, qui dépendait de lui pour son équipement. Dès lors le général allemand était bien décidé à ne pas rester sur la défensive, à évacuer dans un laps de temps plus ou moins bref les "provinces baltiques" mais à y rétablir rapidement l'influence allemande.

Dans un premier temps Goltz réussissait à convaincre l'Oberkommando de porter la ligne de front sur l'Aa (ou Lielupe, cf carte 4): les conquêtes de mars (Mitau, Bauske) étaient facilitées par l'avancée estonienne au Nord, qui prenait en tenaille les forces bolcheviques et incitait le commandement soviétique à opérer un retrait stratégique. L'Oberkommando refusait cependant d'avancer plus loin, au grand mécontentement des Baltes, qui voulaient délivrer Riga. Mais Goltz voulait surtout exploiter l'antagonisme entre Baltes allemands et Lettons. Le gouvernement letton d'Ulmanis se montrait en effet de plus en plus germanophobe. Depuis l'armistice, il se trouvait dans une situation délicate, puisqu'il dépendait, pour son organisation (propagande, levée d'impôts), du bon vouloir des autorités militaires allemandes. Il devait de plus combattre aux côtés de ses ennemis séculaires les Baltes allemands. Sous la pression allemande, Lettons et Baltes avaient été théoriquement réunis au sein de la Landeswehr, conçue à l'origine comme un organe de protection de la vie et des propriétés baltes. En fait les petites formations lettones se refusaient à dépendre des Baltes allemands. D'autre part le gouvernement devait combattre la propagande du régime bolchevique de Riga auprès d'une population, décidée à en finir définitivement avec les

²Pour le récit des événements, on a consulté HEHN(J. von), op. cit.,p15 sq et BRADLEY J., *L'intervention alliée dans les États baltes (1919)* in *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, mars 1976(tome XXIII), passim

Allemands. Enfin la présence de navires anglais, la cession d'une petite provision d'armes lui faisaient croire au soutien allié et l'évacuation prochaine des troupes ennemies.

Goltz , qui avait envisagé un moment de négocier avec les Lettons, décidait alors d'encourager les menées des Baltes les plus réactionnaires, qui voulaient supprimer tout pouvoir letton. Il pouvait ainsi récuser officiellement toute responsabilité et parler d'affaires intérieures aux populations baltes. Il avait dans cette perspective empêché les Lettons de procéder à la mobilisation générale de la population et leur avait fourni de moins en moins d'armes (surtout destinées aux Baltes allemands). Dès le 2 mars 1919, une première tentative des Baltes allemands à Libau (siège des autorités militaires allemandes, du gouvernement provisoire letton et du Conseil balte de Courlande (Baltes allemands) était déjouée par la marine britannique, qui menaçait d'ouvrir le feu depuis le port. Quelques jours auparavant elle avait saisi des documents sur des volontaires suédois, proches des Baltes allemands, qui parlait d'organiser une union esto-lettonne avec un prince allemand à sa tête.

Les Britanniques accusaient immédiatement Goltz et décidaient alors de faire le blocus des ports lettons pour l'empêcher de recevoir des renforts (plus généralement face à l'offensive bolchevique, le Conseil Suprême avait décidé le 3 mars de mettre le blocus sur la partie orientale de la Baltique et le leva le 28 dans le cas de l'Estonie). Or le général allemand menaçait de se retirer, ce qui aurait été catastrophique, compte tenu de l'état d'impréparation des troupes lettonnes et baltes allemandes. De plus les troupes allemandes recommençaient à se mutiner. Dès lors, sous le conseil des représentants britanniques, les Alliés décidaient de permettre aux Allemands de recevoir des renforts (venant du Reich).

Profitant de l'impuissance alliée, Goltz soutenait ouvertement une nouvelle tentative des Baltes: c'était le "coup du 16 avril", qui cette fois réussissait. Les troupes baltes s'assuraient du contrôle total de Libau, désarmaient tous les soldats lettons, qui n'étaient pas sur le front et prenaient le contrôle de l'État-major et des bâtiments officiels lettons . Une grande partie de responsables de parti ou d'associations était arrêtée et le gouvernement letton devait trouver refuge sur un vapeur, qui allait se mettre sous la protection des navires anglais³. Si Goltz feignait d'être au courant de rien , le coup du 16 avril révélait au grand jour les intentions allemandes de rétablir nettement son influence dans les pays baltes et d'entraver par tous les moyens l'action des nationalistes baltes (on se justifiait, en prétendant empêcher ces derniers de virer au bolchevisme (compte tenu de leur programme agraire)).

Du fait de leur présence sur place, les Britanniques devenaient très vite conscients du danger provoqué par le maintien des troupes allemandes. Dès le début du mois d'avril 1919, le représentant britannique demandait l'examen par les représentant militaires auprès du Conseil Supérieur de Guerre de la question baltique: le mémorandum britannique⁴

³AMAEF, Lettonie, 1, 28 avril 1919

⁴AMAEF, Russie, 688, 5 avril

, en retraçant les événements survenus depuis l'Armistice, soupçonnait l'existence d'un plan allemand. Ce dernier aurait prévu d'évacuer systématiquement les pays baltes, de laisser les forces bolcheviques prendre le contrôle d'une grande partie de ces derniers pour justifier une future intervention et apparaître comme l'unique recours. Désormais, selon les Britanniques, les Allemands estimaient leur but rempli et sont ainsi passés à l'offensive. Ils cherchaient, par tous les moyens (par exemple en refusant d'aller au delà de l'Aa), à faire pression sur les Lettons, pour qu'ils adoptent une attitude plus amicale et sur les Alliés, pour qu'ils laissent passer les renforts et le ravitaillement et fournissent les moyens nécessaires à la survie de la population de Riga. Enfin le mémorandum rappelait les liens existant entre les autorités allemandes et les réactionnaires baltes (les Baltes allemands) et russes, afin de restaurer un gouvernement russe, conforme à leurs vœux.

Or la diplomatie française ne semblait pas autant préoccupée que son homologue britannique par ce danger allemand. Jusque fin avril il n'y avait pas de représentant français permanent à Libau. La mission militaire à Berlin envoyait cependant à Libau un de ses membres Joseph Chappey (futur collaborateur direct d'Albert Thomas à la SDN), qui rencontrait l'ensemble des protagonistes durant le mois de mars: ce dernier mettait en valeur *"l'effort presque centenaire vers la démocratie et l'indépendance nationale"* des paysans lettons, désireux de s'instruire et l'acuité de *"la lutte entre deux classes sociales, le paysan et le grand propriétaire,"* à laquelle *"s'ajoutait la lutte entre deux nationalités, l'allemande et la lettonne"*. *"Ce qu'il fallait, c'était aider l'effort d'une nationalité nouvelle, donner à cet effort une direction et une discipline"*. Cependant devait-on souhaiter *"de nouveaux essors nationaux après la guerre terrible des peuples, qu'avait été la première guerre mondiale"*. *"Ce nationalisme (...) ne tiendrait-il pas, lui aussi, à déborder au-delà de ses frontières et à dresser un peuple nouveau contre ses voisins"*.

Pour les barons baltes, si on rappelait l'accueil enthousiaste de ceux-ci aux troupes allemandes et le nombre élevé de ceux, qui avaient combattu sur le front français, Chappey se faisait l'écho des déclarations, rappelant leur attachement à la Russie et à l'alliance avec la France⁵.

Ce rapport nuancé et finalement assez révélateur des tendances françaises profondes était utilisé dans les différentes notes envoyées par la mission de Berlin au Quai d'Orsay (on n'en connaît pas le ou les auteurs): celle-ci cherchait à orienter la politique française dans le sens d'un soutien aux Baltes allemands (les membres de la mission semblaient d'ailleurs rencontrer fréquemment des Baltes allemands et être influencés fortement dans leur vision des choses):

"le gouvernement letton ne vit que parce qu'il est défendu par les baïonnettes baltes contre son peuple passé au bolchevisme".

⁵BDIC, Dossier Chappey (Mission dans les pays baltes, 1919)

Le gouvernement letton était d'ailleurs jugée anglophile: on affirmait qu'il se méfiait des sympathies russes de la France. Il fallait donc aider les Baltes (allemands) ayant un caractère propre et manifestant de la sympathie pour la France⁶. Contrairement aux Anglais (pour ces derniers, les Baltes étaient "*des traits d'union entre l'Allemagne et la Russie* ", et à ce titre étaient très dangereux), le Quai d'Orsay cherchait donc à faire un distinguo et à s'appuyer sur les "Baltes", qui désiraient toujours être "*de loyaux sujets de la Russie* ". Kammerer et le service des affaires russes rappelaient, que les barons baltes représentaient aussi "*une population active, industrielle et cultivée, ayant servi dans l'armée russe* ". Au contraire si ceux-ci désiraient ménager le gouvernement letton, ils s'interrogeaient sur son degré de représentativité de la population lettonne⁷.

Dans cette perspective le Quai d'Orsay cherchait à utiliser les éléments baltes dans la lutte contre les forces bolcheviques . Les délégués russes rappelaient, que compte tenu de l'évacuation bolchevique de Riga (fin mars), une anarchie complète régnait dans la ville : ils demandaient en conséquence une aide immédiate de l'Entente. D'autre part, la mission de Berlin fit parvenir un télégramme du Conseil balte de Courlande, rappelant sa volonté de prendre la ville si une levée partielle du blocus permettait l'envoi d'approvisionnements suffisants. Dès lors la diplomatie française demandait à Londres (22 avril), qu'on "autorise" la levée partielle du blocus sans savoir qui contrôlait la région (elle rappelait que Wilson avait fait pression pour que les Alliés ravitaillent de la même manière les régions de Moscou et de Pétrograd). Certes le Conseil balte avait agi contre le gouvernement letton mais Pichon affirmait qu'il n'était pas subordonné à Goltz (comme l'affirmait la mission de Berlin) et qu'il constituait surtout " *une force réelle antibolchevique* " ⁸. Ce qui comptait donc avant tout c'était la lutte contre le bolchevisme et le soutien à des éléments déjà organisés, apportant un maximum de garanties: les "Baltes", plus que les Lettons, semblaient répondre à ces conditions, car ils n'étaient pas subordonnés à Goltz et ne désiraient pas se séparer de la Russie.

Dès lors il n'était pas étonnant, que la diplomatie française réagisse mollement à la nouvelle du "coup du 16 avril". Face aux démarches lettonnes auprès de Foch (ordonner à Goltz de se mettre sous commandement allié ou letton, de livrer à la justice les auteurs du coup d'État et de remplacer rapidement les troupes allemandes par les troupes alliés) , à la lettre de ce dernier à Clemenceau (évoquant la violation de l'armistice, la volonté allemande d'établir son emprise en Russie et de troubler la résistance face au bolchevisme), le Quai d'Orsay se contentait de soutenir les Britanniques dans leur ultimatum à Goltz (restauration du gouvernement letton, liberté d'enrôlement, envoi des troupes coupables sur le front ou en

⁶AMAE, Russie, 2, 3 avril

⁷AMAEF, Lettonie, 1(28 avril), et Recueil des Actes de la Conférence de la Paix, 55(séance n°3)

⁸AMAEF, ibid, 1(17 avril), Russie, 2(22 et 24 avril)

Allemagne⁹). Goltz promettait de renvoyer les unités coupables en Allemagne et de revenir au statut quo ante. Du fait de ces assurances, la France jugeait dès le 28 avril la crise résolue et on se souciait donc surtout de la levée du blocus de Riga.

Cependant dès le 20 avril, des unités navales françaises (1 croiseur léger, 2 avisos) dirigées par Delavaud, chef de la Division des bâtiments détachés en Baltique rejoignaient la flotte anglaise devant Libau: les marins français participaient à une commission interalliée, qui enquêtait sur le Coup d'État et les motivations de ses auteurs. Le 22 avril, dans un télégramme, Brisson montrait la responsabilité de Goltz dans le Coup d'État et les liens étroits unissant ce dernier et les Baltes allemands. Soutenu par Delavaud, l'officier français proposait de constituer rapidement une armée lettone pour pouvoir renvoyer les troupes allemandes et mettre fin à la tutelle. Il proposait d'installer l'État-major à Windau et de faire de celle-ci une base alliée servant à la formation de l'armée lettone. Delavaud réclamait d'autre part des initiatives françaises, qui ne laissent pas les Anglais "se croire les maîtres"¹⁰.

Face à ces injonctions, le Quai d'Orsay et l'État-major restaient sur leurs positions antérieures. Ils jugeaient la situation actuelle insatisfaisante mais se refusaient à intervenir directement et à ordonner une évacuation allemande immédiate, qui aurait été "dangereuse": il fallait attendre la constitution de troupes nationales. Mais les dirigeants français n'étaient prêts à faire des sacrifices: ils voulaient hâter la conclusion des accords, confiant aux Britanniques le soin des fournitures aux forces nationalistes baltes. Lors des réunions des différents organismes alliés les représentants français eurent pour instructions de suivre ces orientations. Le 11 avril, les représentants militaires auprès du conseil supérieur de guerre proposaient de confier à une seule puissance (l'Angleterre) la charge de l'aide militaire et de créer un organisme central interallié, qui déterminerait les besoins des organismes locaux et travaillerait à les satisfaire. Ils proposaient également de fixer une ligne de refoulement à l'Est et d'exiger le rapatriement des prisonniers de guerre des pays baltes¹¹. Le 14 mai, un comité réunissant des délégués économiques, navales, militaires, se réunissait à la demande du Conseil des Ministres des Affaires étrangères (résolution du 9 mai) et statuait sur le problème du maintien de l'ordre et du ravitaillement des pays baltes. Après avoir rappeler le refus allié d'intervenir directement et la volonté de ceux-ci de maintenir provisoirement sur place les troupes allemandes, celui-ci proposait d'envoyer une mission militaire alliée sous commandement anglais, qui serait chargée de conseiller les gouvernements baltes et de l'instruction des forces locales: le chef de la mission soumettrait aux Alliés un plan d'équipement en armes et en matériel. Le comité proposait de plus d'ouvrir un crédit de 10 millions de livres. Le 23 mai le conseil des ministres des Affaires étrangères (Balfour, Lansing(EU), Pichon) acceptait les recommandations, sauf celle sur le crédit: pour Pichon, la situation problématique du change français interdisait tout

⁹AMAEF, Lettonie, 1(28 avril, 5 mai)

¹⁰ibid, 1(22 avril, 17 mai)

¹¹AMAEF, Russie, 688, 11 avril

crédit trop important¹². Le 4 juin, le général Gough ,ancien commandant de la Vème armée britannique en France , était nommé chef de la mission interalliée dans les pays baltes et partit immédiatement.

Ainsi ,même si les Anglais n'avaient pas toujours officiellement répondu aux avances françaises, le Quai d'Orsay marquait sa satisfaction de voir se constituer cette mission, qui répondait aux désirs français. Le lieutenant-colonel Duparquet, chef de la mission militaire en Lettonie recevait donc pour instructions de ne faire aucune promesse en ce qui concernait la fourniture d'armes. La fourniture de celles-ci serait en principe assurées par les Britanniques(ceux-ci d'ailleurs se refusaient à donner plus d'armes aux Lettons (d'après Lloyd Georges " nous trouvions trop peu de gens, en qui nous pouvions avoir confiance "¹³)).Le renversement du gouvernement letton devait d'ailleurs susciter la prudence. Cette mission se voulait une simple mission d'information et de propagande, qui chercherait à consolider le front antibolchevique en favorisant le rapprochement entre les forces des nationalités baltes et polonaises. Elle chercherait à encourager les "bonnes volontés lettonnes"(!) et à déterminer les intentions avouées et occultes du gouvernement allemand¹⁴. Les crédits affectés à cette mission n'étaient que de 10000 francs (cinq fois moins que pour la mission en Lituanie).

Les dirigeants français ne considéraient donc pas la lutte contre les agissements de Goltz comme une priorité absolue: ils se souciaient surtout d'arriver à conclure les négociations de paix et à maintenir le cordon sanitaire. Ils critiquaient certes les agissements allemands, mais laissaient aux Britanniques le soin d'équiper des troupes locales. Les Alliés pourraient alors ordonner l'évacuation des forces allemandes, ce qui ne semblait pas urgent dans l'immédiat.

II/Le problème de l'évacuation allemande:

Or si les Alliés se refusaient à prendre des mesures rapides et énergiques, la situation en Lettonie restait préoccupante. Goltz, malgré ses promesses, ne permettait pas le retour du gouvernement letton d'Ulmanis et "omit" de renvoyer les unités coupables en Allemagne. Au contraire il soutenait la création d'un nouveau gouvernement (10 mai) composé de Baltes et de quelques Lettons conservateurs: le pasteur letton Needra en prenait la tête au grand dam de l'ensembles des forces politiques qui l'accusaient de trahison. De plus, les troupes baltes et lettones acceptaient de passer un compromis pour refouler les bolcheviques définitivement de Courlande. Malgré l'opposition de ses supérieurs, Goltz décidait donc de reprendre l'offensive et de prendre Riga, afin d'accroître le prestige de Needra et poursuivre la réalisation de ses plans. Officiellement c'était la Landeswehr des Baltes allemands, aidée des Lettons, qui passait seul à l'offensive. En rejoignant la Division de Fer,

¹²ibid, 9 mai et Conférence de la Paix, recueil des Actes, 11(23 mai)

¹³ibid, 9(20 mai)

¹⁴AMAEF, Russie, dossier Mission française en Lituanie, 18 avril

une grande partie des troupes allemandes participaient plus ou moins directement sous les couleurs des Baltes allemands, à l'offensive, qui amena la prise de Riga le 26 mai (cf carte 4). Malgré l'opposition du commandement soviétique, Stuchka, le chef des bolcheviques lettons, avait intimé à ses troupes de résister, ce qui provoquait la destruction d'une grande partie de l'armée bolchevique: celle-ci devait se replier sur la région de la Latgale et ne constituait désormais plus une réelle menace.

Arrivée à Libau sur l'avis Meuse, la mission française ne pouvait que constater, comme les Britanniques, son impuissance face aux menées allemandes et aux demandes lettones de mettre fin à la véritable terreur blanche, qui s'instaurait en Courlande puis surtout à Riga (après la libération de la ville) contre tous les Lettons réputés hostiles aux germano-baltes (on emprisonnait ou on exécutait ces derniers sous prétexte de sympathie pour le bolchevisme)¹⁵. Les missions militaires alliées parvenaient cependant à se rendre à Riga et à faire pression, pour que s'interrompent les fusillades en masse et que des tribunaux se remettent à fonctionner. D'autre part, même s'il n'était pas rentré en relations avec le gouvernement Needra conformément aux décisions alliées (restauration du gouvernement d'Ulmanis), Duparquet cherchait à rapprocher Ulmanis et Needra (organisation d'une entrevue sur les bateaux français) pour arriver à un gouvernement de conciliation et de défense nationale, mais Needra refusait, car il désirait toujours garder la part prépondérante et empêcher Ulmanis de retrouver une influence sur les masses lettones. L'officier français se mettait donc à soutenir de plus en plus les revendications lettones auprès des gouvernements français et souligner la duplicité du "groupe Needra": ce dernier n'était qu'un instrument des Baltes germanophiles et feignait de soutenir la cause lettone, en voulant créer une armée nationale et se donner une base démocratique (réceptions de délégués du pays à Riga, où son gouvernement était venu s'installer). Duparquet voulait parallèlement développer l'influence française au sein de la population lettone par une multitude d'actions (visite aux écoles lettones de Libau, dons au bureau de bienfaisance, conversation avec les directeurs de journaux nationalistes, etc...).

. Tant que les troupes germano-baltes avaient combattu les troupes bolcheviques, les Alliés avaient pu tolérer leur avance, mais dès le mois de juin les troupes germano-baltes avançaient en Livonie et se heurtaient aux forces estoniennes. Goltz n'avait là aussi pas réussi à contraindre les Estoniens à une entente, qui les aurait mis sous sa coupe. Les Estoniens avaient d'ailleurs intégré les Baltes allemands au sein des armées estoniennes et les avait envoyés sur le front bolchevique, pour empêcher tout complot. Sur le territoire estonien avaient été constituées des unités lettones, qui contrôlaient le nord du pays: elles avaient rapidement obtenu le soutien des populations et avaient bénéficié des désertions de Lettons, enrôlés dans les armées bolcheviques. Compte tenu des plans allemands, l'armée esto-lettone s'était décidée à avancer pour limiter l'offensive allemande et chercher à soutenir la cause

¹⁵Du Parquet(Lcol), *Der Drang nach Osten*, Paris, 1926, p39 sq, p69sq

lettonne. Le 10 juin, un armistice fut imposé par les représentants alliés, soucieux de ne pas faire le jeu des bolcheviques et craignant également une défaite estonienne. Dès le 7 juin les représentants alliés se réunissaient et envoyaient à la Conférence de la Paix un mémorandum, qui résumait les événements et demandait, qu'on ordonne aux Allemands d'arrêter leur marche . Ils recommandaient également l'envoi aux forces nationalistes baltes de moyens indispensables (armes, instructeurs, argent) pour la lutte contre le bolchevisme et les forces allemandes. Le diplomate français Kammerer, représentant français à la commission préconisait de rédiger une note pour le Conseil suprême, s'appuyant sur ce mémorandum et suggérant d'obliger les Allemands à se retirer, car ces derniers ne cessaient

" d'intervenir dans les affaires intérieures baltes, malgré leurs dénégations et de suivre une politique personnelle ".

Il suggérait donc l'envoi d'instructions correspondantes au maréchal Foch. Le 12 juin, le Conseil suprême approuvait les termes de la note et promit d'hâter l'envoi de ravitaillement aux contingents locaux . Le 18 juin, le maréchal Foch transmet au gouvernement allemand un ultimatum, qui prescrivait la cessation de toute action vers l'Estonie et l'évacuation de Libau, Windau et le "plus rapidement possible" du territoire russe¹⁶. Pourquoi ce changement par rapport aux décisions du 23 mai, qui faisaient encore référence à l'article XII et au maintien de la présence allemande pour une période encore indéterminée? Les Alliés jugeaient en fait, que le danger bolchevique avait quasiment disparu : on était alors en pleine offensive des troupes russes et estoniennes vers Pétrograd, et au Sud, les troupes polonaises progressaient considérablement. Dès lors l'avance allemande, les intrigues de Von der Goltz (Delavaud parlait de projets allemands, visant à constituer une "Nouvelle Prusse", et de reprendre les projets, visant à faire des pays baltes des terres de colonisation¹⁷) ne pouvaient que perturber l'organisation des forces antibolcheviques en obligeant par exemple les Estoniens à utiliser une partie de leurs troupes contre la Landeswehr. D'autre part il était probable, que la diplomatie française devait redouter une mainmise allemande éventuelle sur l'Estonie et par conséquent des contacts entre certains chefs de l'armée russe du Nord-ouest, que la mission militaire en Estonie suspectait de germanophilie et les militaires allemands.

Transmis aux militaires allemands, l'ultimatum était respecté en ce qui concerne l'évacuation des ports de Libau et de Windau. Les Allemands laissaient le contrôle des places aux unités russes blanches (constituées de quelques Russes locaux et surtout d'anciens prisonniers russes, équipés et entretenus par les Allemands) du Prince Lieven . Les Allemands voulaient éviter, selon Du Parquet, que les navires britanniques tirent sur la ville ,voire s'emparent de matériel allemand. Cependant Goltz se refusait à exécuter l'ultimatum de Foch, complété par celui de Gough (retrait sur la ligne de l'Aa, renvoi de la moitié de ses troupes en Allemagne, "liberté politique et militaire" pour les Lettons). Gough encourageait de plus les Estoniens à

¹⁶AMAEF, Conférence de la Paix, Recueil des Actes, 55(séance n°6), et Russie, 688, 18 juin

¹⁷ibid, 688(5 juin)

rester fermes. Dès lors Goltz convainquait les barons baltes et Needra de passer à l'offensive (il évoquait une victoire facile): même s'il ne participait pas directement avec ses troupes, il commandait en fait toute la manoeuvre et mettait pour quinze jours au service de Needra la Division de Fer (cette unité de volontaires lui était en fait subordonnée) . Les Allemands savaient la paix imminente et voulaient dans leur majorité écraser les forces baltes et alliées et ainsi entamer la "dernière bataille avec l'Angleterre"¹⁸. Or contrairement à leurs prévisions, les forces allemandes se heurtaient à une armée esto-lettonne solide (équipée largement par les Britannique) et surmotivée : le 22 juin la Landeswehr était mise en déroute à Wenden(cf carte 4)¹⁹. En Lituanie, les forces allemandes, en s'appuyant sur des Lituanais germanophiles, tentaient d'opérer un coup d'État contre le gouvernement : la mission française était attaquée et on cherchait à désarmer les garnisons lituanaises de Kowno, Poneviej, Chavli: mais devant la résistance des Lituanais et les démarches de Reboul à Zimmerlé (représentant civil allemand en Lituanie), lui intimant d'éviter de nouveaux incidents, le coup échouait. Début juillet, l'armée allemande amorçait son retrait derrière une ligne Suwalki-Poneviej. Les forces estoniennes de leur côté étaient aux portes de Riga. Le 3 juillet, les représentants alliés imposaient un armistice aux Estoniens et mécontentaient ces derniers, qui voulaient en finir une fois pour toutes avec les Allemands. Il fallait tout le tact du chef de la mission militaire en Lettonie Du Parquet pour ramener à la raison ceux-ci. Celui-ci expliquait la décision alliée par la volonté d'éviter une nouvelle guerre entre Estoniens et Lettons. En fait on voulait d'une part utiliser la Landeswehr contre le bolchevisme , d'autre part on préférait ne pas engager les unités estoniennes dans une campagne incertaine et surtout ne pas affaiblir là aussi le front esto-russe.

D'après l'armistice, les forces allemandes devaient donc quitter Riga avant le 5 juillet et se replier derrière la ligne de l'Aa. Les forces lettonnes et les unités des Russes antibolcheviques du Prince Lieven prendraient le contrôle de la zone abandonnée. La Landeswehr était épurée de ses éléments allemands, passait sous contrôle britannique et était envoyé sur le front bolchevique. De plus, dès le 27 juin, à Libau, un "contrecoup d'État" était organisé par les missions françaises et britanniques pour rétablir le gouvernement Ulmanis et profiter des difficultés de Needra à Riga face à l'avance estonienne²⁰: les représentants des missions alliées intimaient au gouverneur allemand et à la police allemande de quitter la ville, en bénéficiant de la coopération de la garnison russe. Ils organisaient une police locale et incitaient la presse lettonne à reprendre ses publications . Enfin le gouvernement letton reprenait ses activités. Devant la débâcle allemande, Needra se démettait de ses fonctions et était interné. Début juillet, le gouvernement letton, suivi des missions militaires, partait

¹⁸ANDERSONS E., Die baltischen Länder und die alliierten Mächte(1918-1921) in *Von den baltischen Provinzen...*op cit., § 16(passim)

¹⁹Le 22 juin est devenu depuis lors le jour de la fête nationale en Estonie.

²⁰DU PARQUET, op cit., p90 sq

s'installer à Riga. Le 6 juillet 1918, les troupes lettonnes du Nord entraient dans la ville (cf. photo de la table des cartes) et défilaient devant Ulmanis.

Tout danger allemand semblant donc être écarté, une évacuation allemande rapide était envisagée par les Alliés. Le 8 juillet, sur une proposition de Balfour, le Conseil Suprême autorisait Gough à entrer en relations directes avec le commandant ennemi régional (Goltz)²¹. Dès lors Anglais et Français coopéraient activement durant tout l'été 1919 pour mettre en route l'évacuation allemande. D'une part le général anglais négociait avec Goltz, d'autre part le maréchal Foch appuyait son action en faisant pression (par l'intermédiaire de la commission d'armistice dirigée par le général Nudant) sur le gouvernement allemand. Or, dès le début, le général allemand montrait sa mauvaise volonté en prétendant ignorer le mandat de Gough, puis se refusait à reconnaître la légitimité du gouvernement d'Ulmanis et sa capacité à représenter et à défendre le pays. Enfin il cherchait par tous les moyens à empêcher une évacuation rapide. Il refusait toute évacuation par mer, demandait au moins 75 jours pour terminer l'évacuation. Il demandait à laisser en Lettonie les hommes, qui avaient souscrit au traité du 29 décembre 1918 ²² et se considéraient comme des citoyens de Lettonie. D'après Gough, il voulait retarder délibérément l'évacuation, pour rester jusqu'aux récoltes et continuer à paralyser la région Mitau (là où s'était replié l'ensemble des forces allemandes).

Les autorités militaires françaises multipliaient de leur côté les courriers au gouvernement allemand et l'informaient des décisions du Conseil Suprême: ils réclamaient, comme le demandait Gough, une retraite sans retard et sans destruction par n'importe quel moyen de communication. Le gouvernement allemand prétextait son impuissance et conseillait de s'en remettre aux accords, auxquels pourraient arriver Goltz et Gough. Il rappelait cependant, que si les propriétés allemandes étaient garanties, une évacuation rapide pourrait avoir lieu. Pour Foch, les prétentions de Goltz étaient inadmissibles et le gouvernement allemand était complice de ses agissements. Il transmit donc au Conseil Suprême (rassemblant principalement les dirigeants français, anglais, italiens) les conclusions de Gough: celui-ci demandait le rappel de Goltz; une évacuation allemande sans délai, terminée pour le 20 août, le maintien dans les pays baltes du matériel de guerre, utilisé par les forces allemandes, enfin l'interdiction pour les forces allemandes de recevoir des renforts. Le 30 juillet, le Conseil suprême acceptait les résolutions de Gough et demandait à Foch de prendre toutes les mesures nécessaires²³. En conséquence le maréchal adressait au gouvernement allemand un nouvel ultimatum le 1er août. Or le gouvernement allemand protestait de nouveau contre la demande

²¹AMAEF, Russie, 688, 28 juillet

²²Au plus fort de l'avance bolchevique, le gouvernement letton avait accepté sous la contrainte et à la demande des autorités allemandes de donner des terres à tous les volontaires (sous entendu des volontaires allemands) combattant les bolcheviques et le droit de prendre, s'ils le désiraient, la nationalité lettonne

²³ibid, 30 juillet

de rappel de Goltz , qui portait atteinte au pouvoir de commandement allemand. Il affirmait ne pouvoir évacuer avant le mois de décembre.

Foch transmettait donc une nouvelle note (17 août) au Conseil Suprême, où il demandait de réexiger énergiquement le rappel de Goltz et le début de l'évacuation le plus rapidement possible, d'éluder les demandes allemandes de "colonisation". Enfin il rappelait la duplicité du gouvernement allemand, qui avait seulement accepté de ne pas envoyer de nouveaux renforts. Le 20 août le Conseil suprême acceptait les termes de la note de Foch et demandait Gough d'insister sur les demandes formulées²⁴. Les dirigeants français commençaient à se rendre à l'évidence: il y avait toujours une menace allemande qui semblait au contraire devenir de plus dangereuse, compte tenu des orientations de la politique française.

III/Le danger allemand "pris au sérieux": "la France agit en Baltique":

. Les Alliés commençaient à s'inquiéter des manoeuvres des "Baltikümer", les corps francs allemands. Depuis la prise de Riga , et surtout la défaite de Wenden, les volontaires allemands étaient nombreux à s'engager par l'intermédiaire de bureaux de recrutement plus ou moins clandestins et tolérés par le gouvernement allemand. De nombreux sans-travail étaient attirés par les promesses de terre. La réduction des effectifs de la Reichswehr contribuait également au départ de soldats et cadres désœuvrés vers les pays baltes. Enfin beaucoup de jeunes nationalistes, qui n'avaient pu participer à la guerre, voulaient lutter contre le Bolchevisme et les Lettons, les Alliés de l'Entente. On vit ainsi naître, au côté de la Division de Fer, et au fur et à mesure une multitude de petit corps, portant généralement le nom de leur chef (Corps Diebitsch, Plehve, Rossbach, ...). Indisciplinés, ils vivaient sur le pays (les forces allemandes étaient concentrés dans la région de Mitau et en Lituanie occidentale (ouest de la ligne Chavli-Rossieny)) et rêvaient d'en découdre.

Mais c'étaient surtout les négociations entre Russes blancs et Allemands, qui préoccupaient les diplomaties occidentales: Goltz , s'il comprenait qu'il n'avait plus les moyens de créer un gouvernement allemand, cherchait désormais à mettre ses troupes au services des Russes blancs et à aider ceux-ci à reconquérir la Russie, en se débarrassant tout d'abord des nationalistes baltes. Au grand dépit des Allemands, les Alliés réussissaient à convaincre le prince Lieven et ses troupes de quitter la Courlande pour aller rejoindre Youdenitch en Estonie . Les Allemands se tournèrent alors vers un autre Russe blanc Bermond, à la tête de petites unités russes. Cet aventurier, qui se faisait également appeler le prince Avaloff, était un ancien officier du Tsar , qui étaient considérés par les service des Affaires russes comme un jouet aux mains des Allemands²⁵. Il avait lutté au côté de l'hetman ukrainien et germanophile Skoropadsky et avait été rétribué par les Allemands pour faire de la

²⁴ibid, 272(17 août) et CONFÉRENCE DE LA PAIX, Recueil des actes,15(20 août)

²⁵AMAEF, Russie, 689, 2 septembre 1919

propagande dans les camps de prisonniers russes et convaincre ces derniers de combattre à ses côtés dans les pays baltes. Goltz mettait au service de Bermond de Lathurie tous les volontaires allemands, qui arrivaient: ceux-ci, en se proclamant "Russes", ne seraient plus obligés d'évacuer et resteraient en tant que forces antibolcheviques. Une sévère lutte d'influence s'engageait alors entre les Alliés et Goltz. Les premiers utilisaient Youdenitch pour faire pression sur Bermond: mais celui-ci refusait une nouvelle fois de quitter le pays et de se débarrasser des éléments allemands, constituant la majorité de ses troupes. De son côté, Goltz menait une intense propagande auprès des officiers russes germanophiles de l'Armée du Nord-Ouest. Il se servait finalement de l'arrivée des troupes de Lieven en Estonie, qui, bien équipés par les Allemands firent une grande impression sur l'armée russe, peu aidée par les Britanniques (les Français n'avaient là aussi rien envoyé). Les Allemands se faisaient les champions d'une Russie unitaire et cherchaient à évincer Youdenitch et à mettre à la tête du gouvernement du Nord-ouest, qui venait de se constituer à Reval, des Russes germanophiles. Les projets alliés (Conférence de Riga du 26 août pour coordonner les efforts de toutes les forces antibolcheviques (Polonais, Baltes et Russes)) avortaient ainsi du fait de la mauvaise volonté de Bermond et de la méfiance balte. Fin août, tandis que Goltz partait en consultations à Berlin, des "mutineries" éclataient parmi les troupes allemandes, qui refusaient de se prêter aux mesures d'évacuation (on invoquait le traité du 29 décembre 1918). Celles-ci attaquaient la mission anglaise à Mitau, et multipliaient les accrochages avec les Lettons sur la ligne de démarcation.

Informés précisément des manœuvres et plans allemands par, _ principalement _ , Du Parquet et Delavaud (de Stockholm), les dirigeants français décidaient de soutenir activement les forces nationales baltes et de menacer de sanctions le gouvernement allemand, si celui-ci n'ordonnait pas l'évacuation.

. Début août, Du Parquet venait exposer la situation et soutenait les démarches lettonnes auprès des autorités françaises²⁶: il proposait l'équipement d'une division lettonne de 10000 hommes contre la fourniture de matières premières. Reboul proposait de nouveau d'armer les forces lituaniennes. Il semble que ce soit les autorités militaires, qui aient été les plus favorables au changement de politique: comme on l'a vu, Foch semblait excédé de l'inertie allemande. Après la signature du traité de Paix, les troupes allemandes de la Baltique restaient le dernier souvenir de la puissance allemande, les derniers éléments qui menaçaient le nouvel ordre européen. Même si on se méfiait toujours des velléités séparatistes baltes, l'installation de missions militaires avait permis de mieux se rendre compte de la représentativité des organismes baltes. En ce sens, compte tenu de la consolidation de leur pouvoir, les forces baltes, germanophobes et antibolcheviques, pouvaient devenir ce "bras armé" de la France contre les manœuvres de Goltz. Pour le service des affaires russes, il

²⁶Du Parquet, op cit., p126 sq

devenait clair, que " *Goltz jetait les bases définitives d'une Puissance militaire allemande* " ²⁷. Clemenceau lisait le 6 août au Conseil Suprême un télégramme de l'attaché militaire à Stockholm, faisant état du renforcement des troupes allemandes et de l'organisation par Goltz d'une propagande bolchevique à Riga . L'attaché pensait, que Goltz voulait ainsi se procurer un motif d'intervention .

Les craintes baltes à propos de l'avènement d'une union russo-allemande dans les pays baltes trouvaient des échos au Quai d'Orsay: le 14 août , après s'être assuré de la capacité du gouvernement letton, à rembourser le matériel par des envois de matières premières , le gouvernement français acceptait de fournir l'aide demandé (l'État-major ajouta même aux demandes lettonne 30 canons) d'une valeur de 11 millions. Le 8 septembre, le Ministère de la Guerre confirmait son accord de principe aux cessions à consentir aux pays baltes, à condition qu'on s'entende sur une contrepartie en céréales, bois ou lin. Il était cédé aux gouvernements estonien et lituanien des armes et équipements pour des valeurs respectives de 13 millions et 7 millions. Parallèlement à ces cessions d'armes, le gouvernement français favorisait l'envoi de vivres, d'approvisionnements, de matériel pour les troupes et les populations locales. Il cédait principalement à la Lituanie des locomotives prélevées sur le stock d'armistice (décision du Conseil suprême économique du 30 juillet)²⁸.

Le cas lituanien montrait bien finalement la détermination française à mettre fin par tous les moyens à la menace allemande. Comme on l'a vu, au chapitre précédent, le gouvernement français , sans pour autant cautionner la politique polonaise, avait cherché à ne pas irriter ces derniers et à se montrer réservé face aux demandes lituaniennes d'aide. Or , face à la volonté du Quai d'Orsay d'aider la Lituanie, le ministère de la Guerre (dont Alby sous-chef de l'État-major) et la mission militaire en Pologne se montraient cette fois-ci réticents et parlaient de l'hostilité lituanienne croissante envers la Pologne, de l'influence allemande, des contacts entre Lituaniens et bolcheviques pour conclure la paix: de ce fait ils demandaient, s'il y avait intérêt à faire la cession, voire à équiper les voies ferrées lituaniennes, qui seraient utilisées contre la Pologne ou favoriseraient les relations entre la Russie et l'Allemagne²⁹. Or le ministère des Affaires étrangères contestait ces arguments et adoptait une position très différente de sa politique initiale. Dans une lettre du 3 octobre au ministère de la Guerre, on rappelait l'importance de la réalisation de l'opération et on demandait de signaler au général Henrys de ne pas adopter une attitude trop polonophile. On rappelait la désobéissance de l'armée polonaise aux instructions du Conseil Suprême et les complications créées par l'avance polonaise.

"Il est certes conforme à l'intérêt de la France, que la Pologne soit la plus grande et la plus forte possible, mais il ne dépend pas de nous de faire accepter l'influence polonaise en

²⁷AMAEF, Russie, 689, 17 septembre

²⁸AMAEF, Lituanie, 75, 5 septembre 1919

²⁹ibid, 5 et 30 septembre 1919

Lituanie et toute action exercée contrairement aux sentiments du peuple lituanien loin de renforcer la Pologne, ne peut que l'affaiblir"³⁰.

Replacée dans son contexte, cette lettre de Stephen Pichon marquait bien la volonté de placer le différent polono-lituanien derrière la lutte contre les corps francs: la France aurait pu, pour satisfaire la Pologne, ne pas aider la Lituanie et elle aurait pris le risque de voir les corps francs se maintenir durablement en Lituanie occidentale. La diplomatie française devait maintenant impérativement favoriser la lutte des Lituanais contre les Allemands et ne pas les jeter en désespoir de cause dans les bras de ces derniers.

En plus de l'aide apportée aux pays baltes, la France se décidait à adopter des mesures énergiques, pour contraindre le gouvernement allemand à s'exécuter. Le 15 septembre, au Conseil Suprême, Foch rappelait les paragraphes du Traité de Versailles, qui donnaient le droit aux Alliés de demander l'évacuation par les troupes allemandes: il affirmait, "que le moment était venu d'insister" ("Plus vite, nous agirons, mieux ce sera") et de menacer le gouvernement allemand de sanctions: soit une avance sur le Rhin, soit faire le blocus économique, soit utiliser les troupes polonaises. L'idée d'employer les troupes polonaises était soutenue par les Italiens et les Britanniques: Lloyd Georges préférait, que les troupes polonaises interviennent dans les pays baltes plutôt qu'elles marchent sur Moscou, comme l'avait proposé Paderewski. Il était donc demandé à Foch d'adresser une injonction formelle au gouvernement allemand. Le général Henrys aurait "la haute surveillance" de l'évacuation allemande: il aurait le pouvoir d'employer l'armée polonaise, mise à sa disposition par Padarewski (celle-ci ne devait pas intervenir dans les affaires intérieures des gouvernements locaux)³¹. Mais très vite suite à l'opposition américaine et aux réserves de Gough (cela reviendrait à "lâcher le diable"), les Alliés renonçaient à la solution polonaise, qui aurait causé de graves difficultés avec la Lituanie et aurait pu conduire à une guerre générale entre les forces polonaises et allemandes³². Après s'être concertés, les Alliés envoyaient une nouvelle note, basée cette fois sur les propositions du général Weygand et des Britanniques: ils ne jugeaient pas satisfaisante la réponse allemande du 3 septembre, réaffirmant son impuissance et lui redemandaient de procéder sans retard à l'évacuation, sinon ils ne satisferaient pas les demandes allemandes concernant le ravitaillement en vivres et matières premières. Toute "facilité financière" serait de plus refusée au gouvernement allemand³³. Le gouvernement allemand décidait alors de rappeler Goltz de fermer sa frontière et de ne plus ravitailler les "Baltikümer" et rappelait qu'il n'avait jamais autorisé l'enrôlement d'Allemands par les bureaux de recrutement. Il proposait donc, qu'une commission interalliée vienne à Berlin pour prendre connaissance des mesures prises. Le 7 octobre, le Conseil Suprême

³⁰ibid, 3 octobre 1919

³¹AMAEF, Conférence de la Paix, Recueil des actes, 17(15 septembre)

³²ibid, 18(17 et 18 septembre)

³³ibid, 18(18 et 25 septembre 1919) et Russie, 689(25 et 27 septembre)

jugeait la réponse allemande insatisfaisante mais accepta le principe d'une commission interalliée pour l'évacuation des Pays Baltiques.³⁴

Mais le 8 octobre, les forces germano-russes passaient à l'offensive. Le 1er octobre à Mitau, une conférence entre les dirigeants russes et allemands était réunie : elle décidait de "châtier" le gouvernement letton actuel et de refaire des pays baltes des provinces russes. Bermondts constituait un gouvernement de Russie Occidentale, qu'il désirait installer à Riga. Malgré les proclamations du gouvernement allemands, les corps francs recevaient de nombreux volontaires, qui entraient dans les troupes soi-disantes russes: Goltz pouvait ainsi proclamer, que les troupes allemandes évacuaient les pays baltes. Malgré de multiples provocations (franchissement de la zone neutre), les germano-russes ne parvenaient pas à se faire attaquer par les Lettons et à avoir un casus belli. Dès lors prétextant leur volonté de rejoindre le front bolchevique, ils passaient à l'offensive et surprenaient l'armée lettonne. Le 11 octobre ,ils occupaient la rive gauche de la Duna et la situation semblait désespérée: du fait d'exigences estoniennes trop lourdes (volonté de recevoir la ville de Walk que les Lettons revendiquaient), les Lettons avaient refusé l'aide de leur voisin mais réclamaient l'aide des représentants alliés. Ceux-ci avaient sommés par les Allemands de retirer leurs navires de l'embouchure de la Dvina, car ces derniers voulaient installer des batteries, qui tireraient sur les Lettons, installés sur la rive droite. Les marins français et britanniques se concertaient alors et décidaient de soutenir les Lettons, sans attendre l'avis de leurs supérieurs. Ils adressaient à leur tour un ultimatum, qui prescrivait aux Allemands de quitter Dunamünde (ville sur l'embouchure du fleuve Duna) avant le 15 octobre. Ce jour-là, le Commandant Brisson ordonnait aux navires français et britanniques de faire feu, ce qui permit l'occupation par les Lettons de la ville.

Le 20 octobre, Brisson demandait au Quai d'Orsay s'il devait continuer à aider activement les Britanniques. Soutenu par Delavaud , les représentants français en Lettonie demandaient la poursuite de l'aide aux Lettons, arguant de la faiblesse de l'armée lettonne et des succès aléatoires d'un blocus. Le 23 novembre, Le Quai d'Orsay répondait à Brisson ,qu'il était favorable à la coopération alliée seule capable de délivrer Riga. Il rappelait, que le gouvernement français voulait apporter l'aide la plus large possible à Youdenitch³⁵. Face à la menace germano-russe, la diplomatie française craignait, que les Baltes soient tentés de répondre favorablement aux offres bolcheviques de paix et de reconnaissance de l'indépendance du pays³⁶: ils pourraient mieux défendre , compte tenu de degré de destruction du pays, leur pays contre les réactionnaires russes et allemands . De plus, dans l'immédiat l'aide navale britannique manquait cruellement au général russe dans son offensive sur Pétrograd ,puisque un grand nombre de vaisseaux avaient dû cingler sur Riga pour apporter leur aide aux Lettons. De plus le front letton contre les bolcheviques se trouvait

³⁴ibid,19 (7 octobre)

³⁵AMAEF, Russie, 690, 20 et 23 octobre 1919

³⁶ibid, 13 et 14 octobre

dangereusement dégarni. Enfin l'aide navale française pouvait d'une certaine manière remplacer les armes promises, qui, bloquées dans les ports français par les grèves, n'arriveraient qu'après la fin de la guerre. Les Lettons, soutenus par les flottes alliées, avaient eu cependant un "sursaut national" et réussissaient à dégager le 11 novembre Riga. Mitau tombait à son tour le 21 novembre et le 30 novembre l'ensemble de la Courlande était libéré.

Entre temps la commission interalliée dirigée par le général Niessel quittait la France pour Berlin et Tilsitt. Le général avait pour instructions(d'après un projet français approuvé par le Conseil Suprême le 28 octobre³⁷) de contrôler les mesures d'évacuation des unités allemandes et des Allemands des corps russes, de veiller au respect de l'autorité des gouvernements locaux et de leurs prérogatives aux gouvernements locaux, de vérifier le matériel emporté par les troupes russes. Selon les termes des instructions, les gouvernements alliés ne reconnaissaient d'aucune manière le gouvernement russe autoproclamé et que le corps Bermondtski devait être dissous. Après des discussions à Berlin avec les autorités allemandes, où Niessel forçait les Allemands à reconnaître leur responsabilité, la commission se rendait au siège de l'Oberkommando à Tilsitt, où Niessel devait batailler contre la mauvaise volonté d'Eberhardt, le commandant allemand³⁸. Niessel commençait alors à s'appuyer sur les forces baltes en pleine offensive pour contraindre les Allemands à accélérer leur départ. Soutenu par Niessel, les Lituaniens renvoyaient une grande partie de l'imposante délégation allemande, se trouvant toujours à Kowno, les nombreux officiers et soldats rattachés à celle-ci afin d'arracher définitivement le pays à l'influence allemande. Niessel refusait de plus d'arrêter suite à une demande allemande l'avancée des troupes baltes et de conclure un armistice, qui aurait permis aux Allemands de se réorganiser. Le 26 novembre, suite à un ultimatum du général français, Eberhardt acceptait le plan d'évacuation, qui fixait au 15 décembre la fin de celle-ci et obligeait les Allemands à laisser leur matériel de guerre dans les pays baltes "comme rançon de leur libre passage". Niessel devait freiner l'avance de l'armée lituanienne au delà des lignes de démarcation fixées, pour ne pas risquer de voir les Allemands contre-attaquer et refuser de nouveau d'évacuer. L'arrêt par les officiers français de l'offensive sur Chavli provoquait une vague de mécontentement contre les Français, qui eurent bien du mal à convaincre leurs interlocuteurs, que la disproportion des forces entre les Lituaniens (Niessel parlait de "leur armée du grand-duché de Gêrolstein"³⁹) et les forces allemandes imposait la prudence. De plus lorsque Niessel avait demandé au Conseil Suprême un crédit de 600000 francs pour entretenir les soldats russes de Bermondtski, se déclarant en faveur de Youdenitch, les Baltes avaient cru, que les Français se préparaient à autoriser le retour des réactionnaires russes dans les pays baltes. Il avait fallu un vigoureux démenti du Quai d'Orsay aux propositions de l'officier français pour que les Baltes soient rassurés: dans un télégramme

³⁷ibid, 25 octobre

³⁸Pour toute l'action de la Commission, voir AMAEF, Conférence de la Paix, Recueil des actes, 55 (Appendice: Commission interalliée pour l'évacuation des provinces baltiques)

³⁹AMAEF, Russie, 272, 28 novembre

envoyé à tous les représentants français concernés⁴⁰, celui-ci rappelait que le gouvernement français n'envisageait d'aucune manière l'utilisation des effectifs de Bermondt, qu'il jugeait trop "douteux": il préférait les laisser à la charge de l'Allemagne. L'incident était en fait assez révélateur de l'image, que les Baltes conservaient de la France, c'est-à-dire une Puissance attachée surtout à soutenir les troupes russes blanches et à maintenir le "cordon sanitaire".

Malgré ces incidents et les craintes françaises devant l'attribution allemande, l'évacuation allemande était quasiment achevée. Niessel avait également convaincu le gouvernement allemand de transporter les Baltikümer à l'Ouest de l'Oder (pour éviter des concentrations aux frontières tout particulièrement à Memel, qui auraient pu déboucher sur de nouveaux incidents) et à remettre tout le matériel de guerre ramené en Allemagne et le matériel de chemin de fer nécessaire aux réseaux des États baltes (une convention était signée, avant le départ de la commission entre Niessel et le chancelier allemand Bauer, où le gouvernement allemand s'engageait à remettre le matériel demandé et sanctionner les coupables de crimes ou d'exactions commises lors de l'évacuation(cette dernière clause ne fut jamais appliquée)). Enfin des sous-commissions parcouraient les zones, où s'étaient déroulés les combats et estimaient les dégâts. Le 16 janvier 1920 après s'être rendue à Riga et Kowno, où elle avait reçu les remerciements des gouvernements letton et lituanien pour avoir mis fin aux espoirs des pangermanistes , la Commission quittait Berlin.

Fin 1919, plus d'un an après la conclusion de la convention d'armistice, les États baltes étaient définitivement libérés de toute menace allemande. Épuisés par cinq années de guerre continues, ces pays aspiraient désormais à voir leur indépendances reconnues par les Alliés et à signer la paix avec les bolcheviques, une fois leur territoire national libéré(la région de la Latgale pour la Lettonie). La France, de son côté, s'était peu à peu rapprochée des pays baltes et avait pu enfin mettre fin aux intrigues allemandes. Du fait de son engagement à la fin de l'année 1919, la France avait acquis une certaine influence et désirait de moins en moins laisser le champ libre aux Britanniques dans cette région: si, en Estonie, les Anglais seuls avaient contribué à délivrer le pays et y avaient une influence quasi exclusive, les Français avaient participé de manière non négligeable à la lutte des Lettons contre les Allemands: les Lettons faisaient souvent référence aux navires français et au Commandement Brisson, qui, à un moment crucial de l'histoire du pays, avaient contribué à renverser la situation.

De ce fait sur le plan de l'influence politique, voire sur le plan économique la France pouvait rivaliser avec l'Angleterre. Or contrairement à ce que les Baltes espéraient et

⁴⁰ibid, 691(9 décembre) et SHAT, 7 N2280,(Dossier Affaires étrangères 1919-1920, 10 décembre 1919)

malgré les anéantisements des armées de Koltchak, Denikine et Youdenitch, la France n'avait pas changé de politique (pas de paix avec les bolcheviques, pas de reconnaissance de l'indépendance balte). Elle restait toujours attachée à sa politique de cordon sanitaire, mais en se servant désormais des nationalités baltes. En ce sens , face à la consolidation des États baltes et du pouvoir soviétique, le refus français de prendre en compte la "nouvelle donne" n'allait-il pas rendre difficiles les nécessaires adaptations de la politique française?